

Commission paritaire pour le travail intérimaire et les entreprises agréées fournissant des travaux ou services de proximité

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 OCTOBRE 2005
CONCERNANT LA PRIME DE FIN D'ANNEE DES TRAVAILLEURS
INTERIMAIRES**

CHAPITRE Ier - Champ d'application

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique :

- 1° aux entreprises de travail intérimaire, visées par l'article 7,1° de la Loi du 24 juillet 1987 concernant le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;
- 2° aux travailleurs intérimaires, visés par l'article 7,3° de la loi susmentionnée du 24 juillet 1987, qui sont occupés par ces entreprises de travail intérimaire

CHAPITRE II - Dispositions

Article 2

La présente convention collective de travail a pour objet d'instaurer un système d'octroi d'une prime de fin d'année pour les travailleurs intérimaires à charge du Fonds social pour les intérimaires institué par la convention collective de travail n°36 bis du 27 novembre 1981, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 9 décembre 1981, publié au Moniteur belge le 6 janvier 1982.

Cette prime remplace intégralement les avantages ou indemnités qui sont accordés aux travailleurs permanents de l'utilisateur à titre de prime de fin d'année.

Une liste des avantages non couverts par la présente convention collective de travail sera dressée par le Conseil d'administration du Fonds social et communiquée aux entreprises de travail intérimaire.

Commentaire

- 1° Les primes de fin d'année conventionnelles ou contractuelles, auxquelles le personnel permanent de l'utilisateur a droit, étaient, avant l'entrée en vigueur de la convention collective de travail n° 36 decies du 4 mars 1986, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires, normalement dues aux travailleurs intérimaires, pour autant que ces derniers remplissent les conditions fixées à cet effet.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
2 1 -10- 2005	0 2 -12- 2005
	NR N°

77.403 16/322

Néanmoins, il y avait des travailleurs intérimaires qui, bien que remplissant ces conditions, ne touchaient pas la prime, soit parce qu'ils ignoraient ces conditions, soit parce qu'ils oubliaient de faire valoir leurs droits, alors que les entreprises de travail intérimaire n'avaient souvent plus de contact avec les travailleurs en question.

Vu ces circonstances, la convention collective de travail n°36 decies, remplacée par la convention collective de travail du 10 décembre 2001, a élaboré un système d'octroi d'une prime de fin d'année aux travailleurs intérimaires à charge du Fonds social pour les intérimaires, laquelle prime constitue un système remplaçant les avantages ou indemnités accordés aux travailleurs permanents de l'utilisateur à titre de prime de fin d'année.

2° Le Conseil d'administration du Fonds social déterminera les avantages non couverts par la présente convention. La liste de ces avantages peut être adaptée, revue ou complétée.

Article 3

Les travailleurs intérimaires ont droit, à charge du Fonds social, à une prime de fin d'année dans les conditions et modalités prévues ci-après

Article 4

La période de référence pour la prime de fin d'année débute le 1er avril d'une année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Pour avoir droit à la prime de fin d'année, le travailleur intérimaire doit totaliser, au cours de la période de référence, dans le régime de cinq jours de travail par semaine, au moins 65 jours pris en considération pour l'assujettissement à la sécurité sociale en qualité de travailleur intérimaire, ou au moins 78 jours dans le régime de six jours de travail par semaine.

Par dérogation à cette règle des 65 (78) jours, les intérimaires qui, au cours de la période de référence, sont engagés en fixe par l'utilisateur chez qui ils étaient occupés juste avant comme intérimaires, peuvent bénéficier de la prime de fin d'année pour autant qu'ils totalisent au moins 60 (72) jours dans cette période de référence.

Les intérimaires qui ne peuvent pas prétendre à la prime de fin d'année en application des deux paragraphes précédents, mais qui totalisent 65 jours entre le 1er janvier et le 10 avril de la même année civile, ont également droit à la prime de fin d'année. Les jours de travail ou assimilés qui tombent après le 31 mars doivent être prouvés par l'intérimaire au moyen du contrat de travail intérimaire et de la fiche de salaire.

Article 5

Le Conseil d'administration du Fonds Social pour les Intérimaires prend les mesures nécessaires à la prise en compte des journées de travail assimilées survenant dans le cours d'un contrat de travail intérimaire, ainsi que celles nécessaires à la prise en compte des journées compensatoires accordées en application de la loi sur la durée du travail.

Article 6

La prime est octroyée dans le courant du mois de décembre selon les modalités déterminées par le Conseil d'administration du Fonds social.

Article 7

A partir de la prime de fin d'année 2006 (période de référence : 1er avril 2005 –31 mars 2006), la prime s'élève à 8,15 p.c. de la rémunération brute gagnée pendant la période de référence.

Les rémunérations prises en considération pour le calcul de la prime sont celles, assujettis aux cotisations sociales, qui sont mentionnées, pour la période de référence, dans les déclarations à l'O.N.S.S. des entreprises de travail intérimaire concernant leurs travailleurs intérimaires, sauf celles qui sont mentionnées dans les déclarations ONSS des entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124).

Les modalités de prise en compte de la rémunération des journées assimilées sont déterminées par le Conseil d'administration du Fonds social.

Sans préjudice des retenues légales, le Conseil d'administration du Fonds social peut prévoir, à charge des travailleurs intérimaires, une retenue complémentaire, destinée à couvrir les frais d'administration du Fonds social résultant du paiement de cette prime.

CHAPITRE III - Dispositions abrogatoires**Article 8**

La présente convention collective de travail abroge la convention collective de travail du 16 juin 2003, conclue au sein de la Commission paritaire pour le travail intérimaire, concernant la prime de fin d'année, dont le caractère obligatoire a été demandé, et la convention collective de travail n° 36 decies du 4 mars 1986, conclue au sein du Conseil national du travail, concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 20 mars 1986, publié au Moniteur belge le 19 avril 1986.

CHAPITRE IV – Durée**Article 9**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2005. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commission Paritaire pour le travail intérimaire.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 2005.

Paritair Comité voor de uitzendarbeid en de erkende ondernemingen die buurtwerken of-diensten leveren

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 OKTOBER 2005
BETREFFENDE DE EINDEJAARSPREMIE VAN DE UITZENDKRACHTEN**

HOOFDSTUK I - Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op

- 1° de uitzendbureaus, bedoeld bij artikel 7,1° van de Wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- 2° de uitzendkrachten, bedoeld bij artikel 7,3° van **genoemde** wet van 24 juli 1987, die door de uitzendbureaus worden tewerkgesteld.

HOOFDSTUK II - Bepalingen

Artikel 2

Deze overeenkomst strekt ertoe een regeling op te zetten waarbij aan de uitzendkrachten een **eindejaarspremie wordt** toegekend ten **laste** van het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten dat werd opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36bis van 27 **november** 1981, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten, **algemeen** verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 9 december 1981 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 6 januari 1982.

Die **premie** vervangt integraal de voordelen of vergoedingen die **als** eindejaarspremie aan het vast personeel van de gebruiker worden toegekend.

De raad van beheer van het Sociaal Fonds zal een lijst opstellen van de voordelen die niet door deze overeenkomst zijn beoogd: die lijst zal aan de uitzendbureaus worden toegezonden.

Commentaar

- 1° De conventionele of contractuele **eindejaarspremies**, waarop het vast personeel van de gebruiker recht **heeft** waren, vóór de inwerkingtreding van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 decies van 4 maart 1986, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de eindejaarspremie van **uitzendkrachten**, normaal verschuldigd aan de uitzendkrachten, voor zover zij de daartoe gestelde voorwaarden vervulden.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

2 1 -10- 2005

0 2 -12- 2005

m.
N°

77.403 / 10 / 322

Nochtans waren er uitzendkrachten die, hoewel zij deze voorwaarden vervulden, de **premie niet ontvingen**, hetzij omdat ze die voorwaarden **niet kenden**, hetzij omdat ze vergaten hun rechten te **doen** gelden, terwijl de uitzendbureaus met de betrokken **werknemers** dikwijls **geen contact meer** hadden.

Gezien deze **omstandigheden**, heeft de collectieve **arbeidsovereenkomst** nr. 36 decies, vervangen door de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001, in een regeling voorzien waarbij aan de uitzendkrachten ten **laste** van het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten een **eindejaarspremie** werd toegekend die **als** systeem in de plaats **komt** van de voordelen of vergoedingen die **als** eindejaarspremie aan het vast personeel van de gebruiker worden toegekend.

2° De raad van beheer van het Sociaal Fonds **zal** de voordelen vaststellen, waarop deze overeenkomst niet van toepassing is. De **lijst** van deze voordelen kan worden aangepast, herzien of aangevuld.

Artikel 3

De uitzendkrachten hebben ten laste van het Sociaal Fonds recht op een eindejaarspremie in de hierna bepaalde voorwaarden en **formaliteiten**.

Artikel 4

De referteperiode voor de eindejaarspremie vangt aan op 1 **april** van een bepaald jaar en eindigt op 31 maart van het daaropvolgende jaar.

Om recht te hebben op de eindejaarspremie **moet** de uitzendkracht, tijdens deze referteperiode, in het stelsel van de vijfdaagse werkweek, ten **minste** 65 dagen tellen die in aanmerking **komen** voor de onderwerping aan de sociale zekerheid als uitzendkracht, of ten minste 78 dagen in het stelsel van de zesdaagse werkweek.

In afwijking van deze regel van 65 (78) dagen hebben de uitzendkrachten die tijdens de referteperiode in vaste dienst treden bij de gebruiker waarbij zij onmiddellijk daarvoor als uitzendkracht waren tewerkgesteld, recht op een eindejaarspremie als zij in deze referteperiode minstens 60 (72) dagen tellen.

Uitzendkrachten die geen aanspraak kunnen **maken** op de eindejaarspremie door de toepassing van de twee voorgaande paragrafen, **maar** die tussen 1 januari en 10 april van hetzelfde kalenderjaar 65 dagen tellen, hebben eveneens recht op de eindejaarspremie. De arbeids- of gelijkgestelde dagen die vallen na 31 maart **moeten** door de uitzendkracht worden bewezen aan de hand van de arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid en de loonfiche.

Artikel 5

De Raad van Beheer van het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten **neemt** de maatregelen die nodig **zijn** voor het in aanmerking **nemen** van de gelijkgestelde dagen tijdens de duur van een arbeidsovereenkomst voor uitzendarbeid, alsmede de maatregelen die nodig zijn voor het in aanmerking nemen van de compensatiedagen die worden toegekend ter toepassing van de wet betreffende de arbeidsduur.

Artikel 6

De **premie** wordt in de **loop** van de **maand** december toegekend volgens de door de raad van beheer van het Sociaal Fonds vastgestelde modaliteiten.

Artikel 7

Vanaf de eindejaarspremie 2006 (referteperiode 1 **april** 2005- 31 **maart** 2006) bedraagt de premie **8,15 pct.** van het tijdens de referteperiode verdiende brutoloon.

De lonen die voor de berekening van de premie in aanmerking **komen**, zijn de lonen, onderworpen aan **RSZ-bijdragen**, die voor de referteperiode **vermeld** zijn op de **R.S.Z.-aangiften** van de uitzendbureaus voor hun uitzendkrachten, met uitzondering van die vermeld op de **RSZ-aangiften** van de uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf (P.C. 124).

De modaliteiten voor het in aanmerking **nemen** van het **loon** van de gelijkgestelde dagen worden vastgesteld door de raad van beheer van het Sociaal Fonds.

Zonder afbreuk te doen aan de wettelijke afhoudingen, kan de raad van beheer van het Sociaal Fonds ten **laste** van de uitzendkrachten in een aanvullende afhouding voorzien, die bestemd is om de beheerskosten te dekken, die uit de betaling van de premie voortvloeien.

HOOFDSTUK III - Opheffingsbepalingen

Artikel 8

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst **heft** de vorige collectieve arbeidsovereenkomst van 16 juni 2003 op, afgesloten in het Paritair Comité voor de uitzendarbeid, betreffende de eindejaarspremie van uitzendkrachten, algemeen verbindend verklaring aangevraagd, op en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 decies van 4 **maart** 1986, afgesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de eindejaarspremie van uitzendkrachten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 20 maart 1986 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 april 1986.

HOOFDSTUK IV - Duur

Artikel 9

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005. Zij is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan **mits** een opzeggingstermijn van drie maanden door **elk** van de partijen worden opgezegd bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Uitzendarbeid.

Opgemaakt te Brussel op 11 oktober 2005